

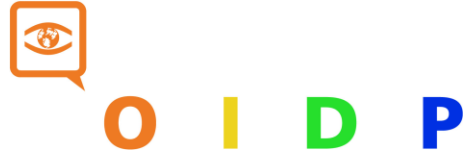
CLÉS POUR LA PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES JEUNES : LE BUDGET PARTICIPATIF JEUNE

OIDP



L'éducation est un pilier de nos sociétés et doit être la garantie pour que les communautés futures grandissent dans le respect de la démocratie. C'est pourquoi, à l'OIDP, nous croyons que la participation des jeunes dès le plus jeune âge est fondamentale en tant qu'élément éducatif et inclusif dans nos villes et communautés. Dans ce document, nous présentons les conclusions du groupe de travail sur les budgets participatifs de l'enfance et la jeunesse, ainsi que les réflexions de divers experts en la matière.

**Observatoire international de la
démocratie participative (OIDP)
Groupe de travail**

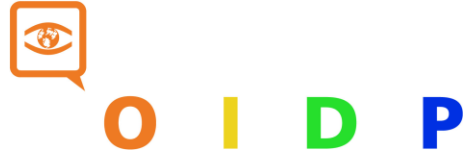


Clés pour la participation des enfants et des jeunes : le budget participatif jeune

Observatoire international de la démocratie participative

Mairie de Barcelone

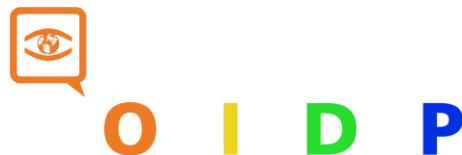
Coordinateur : Adrià Duarte



Remerciements : à Cristina Bloj, Andrés Falck, Osvaldo Martínez, Gilles Pradeau et Michelangelo Secchi pour avoir rédigé de façon désintéressée leurs réflexions sur le sujet.

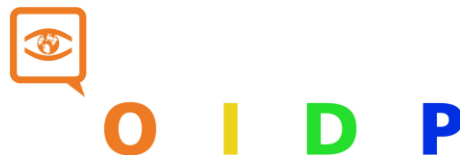
Participants au forum du groupe de travail :

- Mairie de Vic (Espagne) : *Laia Vilademunt*
- Mairie de Pasto (Colombie) : *Patricia Narváez*
- Association La Ruche de la citoyenneté active Tozeur (Maroc) : *Ben Salma*
- Mairie de Madrid (Espagne) : *Raquel Muros*
- Mairie de Molina de Segura (Espagne) : *M.^a Dolores Vicente Quiles*
- Câmara Municipal de Palmela (Portugal) : *Cristina Correia* et *António Mestre*
- Center for Participatory Democracy (Malawi) : *Lusuwilo Mwangonde*
- City of Melville (Australie) : *Leanne Hartill*
- Collectif 24 (R. D. Congo) : *Henri Christin Longendja*
- Commune d'Alakamisy de Fenoarivo (Madagascar) : *Jean Andrianaivo*
- Consortium Local-Global (Espagne) : *Miriam de la Rosa, Andrés Falck*
- Construisons ensemble le monde (R. D. Congo) : *Ikopi Moleko* et *Gabriel Marcel*
- Diputación de Barcelone (Espagne) : *Anna Busqué*
- Dynamique mondiale des jeunes (DMJ-Cameroun) : *Dupleix Kuenzob* et *Marcelle Guienjouo Metala*
- Enda Ecopop (Sénégal) : *Bachir Kanouté*
- Mairie de Djilor (Sénégal) : *Lansana Sano*
- Municipalité de Córdoba (Argentine) : *Osvaldo Marcelo Ortiz*
- Municipalité de Miraflores (Pérou) : *Carmen Velásquez*
- Municipalité de Vicente López (Argentine) : *Pamela Nilus* et *Luis Parodi*
- Norwegian University College for Agriculture and Rural Development (Norvège) : *Dag Jørund Lønning*
- ONG AfroLeadership (Cameroun et Tunisie) : *Joseph Désiré Som I*
- Participatory Development Alternatives (Afrique du Sud) : *Simphiwe Myeza*
- The Participatory Budgeting Project (PBP-États-Unis) : *Clara Bois*
- Préparation (Espagne) : *Sergio López Ronda, Remedios Verdejo Rico, María José Sanchís Ramón, Alex Luz de Haro* et *Begoña López Monsalvo*
- Refela (Togo) : *Moatre Gnanlengue Irène*
- UpdateCities (Portugal) : *Valter Ferreira*



Index

Groupe de travail sur les budgets participatifs orientés jeunesse	4
Introduction	4
Définition	4
Neuf points clé sur les budgets participatifs orientés jeunesse	5
Cas d'étude : le budget participatif pour les jeunes de Boston	7
La voix des enfants et des jeunes entendue dans l'espace local	8
Participation des enfants et construction de la citoyenneté.....	10
<i>Ágora Infantil</i> : un projet de démocratie participative municipale	13
Apprendre à compter.....	17
- Qu'est-ce que le budget participatif de la jeunesse ?	17
- Points forts (réussites, avis positifs)	19
- Problèmes rencontrés (points faibles...).....	21
- Pourquoi l'apprentissage de la démocratie par la pratique est essentiel	23
- Perspectives	23
Références :	24
Note : Défis et Opportunités de la participation des enfants et des jeunes	25
Légitimité	26
Une sphère participative concernée.....	26
Objectifs pédagogiques.....	27
Numérisation	28



Groupe de travail sur les budgets participatifs orientés jeunesse

Introduction

L'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) est un réseau de plus de huit cents membres du monde entier — gouvernements locaux, organismes, organisations et centres de recherche — qui souhaitent faire grandir, échanger et appliquer des expériences sur la démocratie participative à l'échelle locale pour approfondir la démocratie en matière de gouvernance des villes.

Pour atteindre des objectifs tels que l'échange d'opinions et d'expériences ou générer des contenus intéressants sur la démocratie participative, les groupes de travail sont formés.

Durant l'assemblée des membres de l'OIDP qui s'est tenue dans la ville de Madrid en mars 2015, plusieurs participants ont souligné le besoin d'étudier et d'encourager la participation des jeunes. Dans ce cadre, le représentant de la municipalité de Córdoba (Argentine) a proposé de créer un groupe de travail sur l'expérience des budgets participatifs orientés vers la jeunesse. Le groupe a été approuvé et il est coordonné par la ville argentine, en collaboration avec le secrétariat technique de l'OIDP.

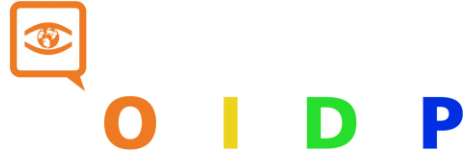
Au total, 29 organismes (gouvernements locaux, centres de recherche et organisations de la société civile) se sont inscrits au groupe de travail, qui a fonctionné via des débats sur un forum en ligne.

Définition

En premier lieu, il faut définir ce que nous appelons **budgets participatifs orientés jeunesse**. Les budgets participatifs sont un mécanisme de démocratie participative qui permet aux citoyens d'influencer, d'avoir une incidence ou de décider directement sur des budgets publics, généralement concernant une enveloppe d'investissement du budget de leur commune, suivant un processus de participation citoyenne.

Ainsi donc, cela consiste, pour les jeunes d'une communauté, à définir et sélectionner des enveloppes budgétaires d'investissement.

Les budgets participatifs peuvent concerner les jeunes d'une commune en général, mais en fonction des cas, ils s'adressent à une tranche d'âge concrète. Ils ont pour objectif d'obtenir l'incorporation des jeunes aux affaires publiques de la ville, en les faisant participer à l'identification des besoins autant qu'à la recherche de solutions, aux discussions autour de ces solutions, et à la prise de décisions sur le lieu et la manière d'investir une partie spécifique du budget municipal. Le suivi et l'évaluation des investissements effectués constituent aussi une partie importante du processus.

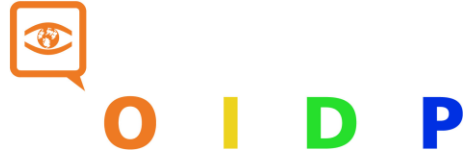


Par *budgets participatifs orientés jeunesse* nous comprenons les expériences menées par les gouvernements locaux avec leurs propres ressources, mais aussi au niveau des écoles ou collèges-lycées. Dans ce cas, il s'agit de faire en sorte que les élèves s'investissent dans la direction des établissements scolaires, en leur permettant de décider d'une partie des investissements de l'établissement ; par exemple, s'il faut donner la priorité à des équipements sportifs, culturels ou scolaires. La formation et la sensibilisation concernant la participation aux affaires communes sont deux pans importants de l'expérience.

D'un côté, cela permettra aux jeunes de constater d'un point de vue réel et pratique que les gouvernements locaux sont des organismes de base pour l'organisation du territoire de l'État, en même temps que le moyen immédiat de participation citoyenne aux affaires publiques. De l'autre, cela augmentera la probabilité que les jeunes s'intéressent davantage aux questions politiques car, grâce à ce type de participation, ils influenceront les politiques publiques en exprimant leurs besoins, c'est-à-dire en créant des demandes, des opinions et des propositions pour la commune. Ce groupe de travail souligne donc l'importance de la participation des jeunes, car ce sont eux qui peuvent le mieux exprimer leurs besoins quotidiens dans la ville, en conséquence de leurs expériences. De cette manière, ils pourront améliorer les politiques municipales pour favoriser un meilleur fonctionnement de la ville.

Neuf points clé sur les budgets participatifs orientés jeunesse

- 1. Renforcer la participation des jeunes dans un espace formel de prise de décisions :** on augmente ainsi l'accès aux opportunités pour les jeunes dans l'exercice de leurs droits en tant que citoyens, en les dotant d'outils pour influencer les politiques publiques.
- 2. Établir des relations entre la société civile jeune et la commune :** ces relations viseront à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens, pas seulement des jeunes.
- 3. Encourager et diffuser parmi la population jeune le budget participatif et ses objectifs :** un des buts principaux du processus est de satisfaire les attentes des jeunes au moment de couvrir leurs besoins.
- 4. Élaborer un diagnostic en profondeur :** avant de décider ce à quoi sera destiné le budget, il faut réaliser une étude approfondie pour élaborer un bon diagnostic sur la situation, préalable à sa présentation.
- 5. Fixer des espaces de discussion et de débat :** les débats et espaces de discussion permettront de montrer les problèmes liés à la démocratie participative, les droits des citoyens et le contrôle de gestion sur des questions municipales.
- 6. Continuité dans le temps :** le processus doit être constant pour atteindre les objectifs fixés au préalable et non ponctuel dans le temps ou paralysé.



7. **Éducation** : il est important que les jeunes aient des connaissances de base pour concevoir ces budgets participatifs. Les jeunes pourraient obtenir une formation dans les écoles, où les valeurs pro-sociales seraient encouragées, et ils obtiendraient des connaissances de base sur la participation, de façon à créer chez eux un intérêt initial.
8. **Engagement des parties impliquées** : afin de réussir le processus du budget participatif pour les jeunes, il faudra que toutes les parties participent au projet ; c'est-à-dire que les jeunes autant que le gouvernement, les associations, les organismes, les écoles... doivent s'engager du début à la fin envers le processus.
9. **Évaluation** : il faut réaliser une évaluation du processus pour évaluer les résultats et vérifier s'il a été efficace ou pas. L'évaluation permettra aussi d'identifier les points forts et faibles du processus, de sorte qu'ils pourront être améliorés si nécessaire.

Cas d'étude : le budget participatif pour les jeunes de Boston

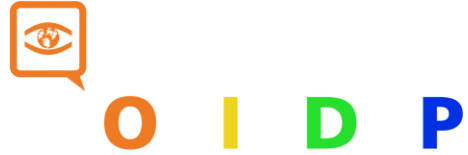
En janvier 2014, la ville de Boston a lancé le premier processus de budget participatif de jeunes aux États-Unis, ce qui a permis aux adolescents et jeunes adultes de décider comment dépenser 1 million de dollars du budget de la ville. Par ce processus appelé « Les jeunes, leaders du changement : budget participatif de Boston », les jeunes ont proposé des idées pour améliorer leurs communautés, ils les ont développées en propositions concrètes, puis ont voté pour les meilleures manières de faire de Boston un lieu meilleur. Les jeunes ont aussi joué un rôle primordial au sein du comité d'organisation, qui supervisait le processus et déterminait ses règles et sa structure. Ce processus pilote s'est étalé de janvier à juin 2014. Il s'agissait d'une collaboration entre PBP, la ville de Boston, le conseil de la jeunesse de la mairie et les centres de Boston pour les jeunes et les familles.



Plus d'informations : <http://www.participatorybudgeting.org/boston/>

http://scholar.harvard.edu/files/grillos/files/pb_boston_year_1_eval_0.pdf

<http://youth.boston.gov/youth-lead-the-change/>



La voix des enfants et des jeunes entendue dans l'espace local

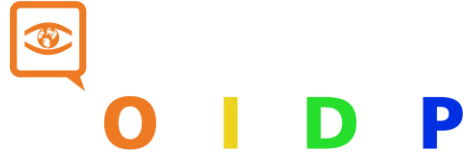
Dr Cristina E. Bloj

Université nationale de Rosario (Argentine)

Dans un contexte mondial où plus de la moitié de la population habite dans des centres urbains, l'Amérique Latine a atteint plus de 80 % d'urbanisation. Les villes ont gagné en protagonisme et en incidence sur la vie quotidienne de leurs habitants et sont devenues des lieux clés pour la « citoyennisation » des enfants et des jeunes¹. **Un aspect important consiste en ce que ces catégories, enfance et jeunesse, ne se limitent pas à englober de simples étapes de la vie ; elles expriment des conditions sociales et des constructions socio-historiques qui, au fil du temps, souffrent des resignifications, mettant en doute les stéréotypes générationnels rigides. Dans une telle perspective, elles ne peuvent être comprises comme des phases préparatoires à une vie postérieure (adulte), elles ont au contraire de la valeur pour elles-mêmes, c'est pourquoi les droits doivent être reconnus et exercés au présent. Assumer un tel point de vue a des conséquences directes dans le domaine des politiques publiques et exige d'effectuer un virage conceptuel, ainsi que de concevoir de nouveaux outils qui reflètent la préoccupation pour élargir et approfondir la qualité de la participation.**

La participation est un principe et un droit transversal au reste. Elle permet aux citoyens d'avoir une incidence sur les sphères de décision et de se faire entendre dans les affaires publiques. Historiquement, la parole des enfants et des adolescents dans ce domaine et sur les sujets qui les concernent n'a pas été entendue, leurs voix ont été biaisées ou réduites par la vision des adultes. Le droit des **enfants et des jeunes** à participer, exprimer leurs idées et être écoutés exige de reconceptualiser les liens avec les

¹ Un fort pourcentage de ces enfants et de ces jeunes souffrent de ségrégation spatiale et sociale, de la violation de leurs droits et de niveaux élevés de pauvreté.



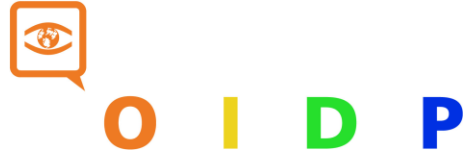
adultes et avec les différentes instances de gouvernement ; comme le suggère le pédagogue italien Francesco Tonucci, les administrations publiques doivent descendre l'optique à la « hauteur des enfants »². L'apprentissage démocratique dans le cadre d'une participation précoce contribue à une prise de décisions renseignée, à renforcer l'autonomie, à revaloriser les savoirs et à fortifier les identités dans la ville et dans les micro-espaces de référence.

En terme général, on le sait, le budget participatif est l'une des expériences les plus innovantes en matière de prise de décisions. Initialement ébauché pour canaliser la participation des adultes, la tendance à inclure la population jeune s'est progressivement amplifiée. Aujourd'hui, de nombreuses villes dans la région ont commencé à implémenter un « budget jeune » avec différents formats et résultats³. Des processus participatifs revêtant ces caractéristiques sont fondamentaux pour la construction, le renforcement et l'exercice des capacités démocratiques et pour consolider le rôle des enfants et des jeunes dans la définition de leur propre bien-être et de leur environnement.

Les villes doivent donner de manière croissante la priorité à l'enfance et à la jeunesse au sein des processus et initiatives de participation, en engageant la gestion publique locale avec la perspective de leurs droits, en vue de réduire la brèche d'inégalité dont souffrent ces populations dans la vie urbaine. Une politique fondée sur de tels impératifs suppose des changements dans les conceptions de l'enfance et la jeunesse, l'exercice de relations plus horizontales et la création d'espaces où les différentes expériences et voix interagissent. Si, jusqu'à présent, l'idée de politiques « pour les petits » n'a pas perdu de terrain pour le développement de politiques « pour et avec les petits », ces dernières se nourrissent de la reconnaissance de leur valeur en tant que « faiseurs de ville », des initiatives comme le budget participatif jeune rendent compte des efforts effectués en ce sens par diverses communes.

² La réflexion sur la relation des enfants avec la ville a une référence incontestable : le pédagogue italien Francesco Tonucci et son projet « Ville des enfants ». Des initiatives et des réseaux internationaux comme les Villes amies des enfants et les Villes éducatrices y ont également largement contribué.

³ Pour ne donner qu'un exemple, Rosario (Argentine) est un cas pionnier, car le budget participatif jeune (destiné à une population à l'âge compris entre 13 et 18 ans) fonctionne depuis 2004.



Participation des enfants et construction de la citoyenneté

Les enfants comme sujets de droits : projet budget participatif jeune à Córdoba

Oswaldo Marcelo Ortiz

**Coordinateur de l'assemblée de participation des riverains de la municipalité de Córdoba
(Argentine)**

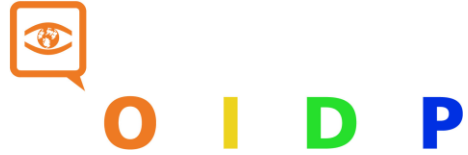
L'éducation est conçue comme un instrument qui facilite pour les citoyens la construction et le développement de capacités pour agir et participer dans la société ; elle permet pour cela d'intervenir dans sa dynamique, de résoudre des conflits et de participer à sa construction. Ainsi, l'éducation fonctionne comme constructeur de l'identité personnelle et de l'intégration dans la société en général.

Les élèves ont traditionnellement été relégués pour des questions qui impliquent de les traiter comme des personnes ayant des droits et des obligations de citoyen, dans l'enseignement primaire et secondaire. En général, les enfants et les jeunes ne sont pas considérés comme des sujets d'information et de consultation ni comme source d'apport significatif sur des thématiques spécifiques qui reflètent leurs expériences en tant que citoyens. L'idée que les élèves peuvent et doivent participer en matière d'expression d'opinion et de participation, au-delà de la salle de classe, est l'objectif de ce projet.

Avancer vers une société de l'apprentissage et du savoir entraînerait le fait de s'impliquer dans le système scolaire dans un cadre autre que ce que la communauté éducative comprend comme éducation formelle.

Les politiques participatives réunissent les voix et les regards sur l'espace public, en rendant visibles les demandes et les problématiques. En ce sens, encourager la participation des enfants, des adolescents et des jeunes au développement des actions de citoyenneté, en particulier au niveau du budget participatif, constituerait une pratique bonne et saine.

De cette manière, les organismes officiels (mairie, municipalité, commune), avec les acteurs sociaux qui forment les domaines participatifs (assemblées de participation de riverains et conseil communautaire pour les droits des enfants et des adolescents, deux organismes de participation de la ville de Córdoba) et avec les différents systèmes éducatifs, visent à renforcer les chances d'apprentissage sur des questions de participation effective, possibles et réelles, en intervenant dans le domaine public sur des



sujets qui leur sont propres. C'est là que le budget participatif pour les jeunes peut jouer un rôle fondamental.

Nous visons ici l'intégration de ces collectifs à la sphère publique, ce qui permettra la construction d'un nouveau domaine de socialisation politique et de citoyenneté.

Les expériences générées dans différents domaines, villes, communes et municipalités montrent que la participation des enfants, des jeunes et des adolescents revêt des formes multiples : certaines expériences sont ponctuelles et saisonnières, comme les centres d'étudiants ; d'autres sont sectorisées autour de problématiques spécifiques, comme le fait de rendre visible un droit bafoué (des jeunes qui s'auto-convoquent parce qu'ils ont été victimes d'abus de la part de policiers ou d'autre type de mauvais traitement, et bien d'autres exemples) ; d'autres encore peuvent être spontanées, comme la participation à différents événements culturels.

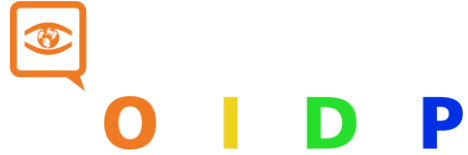
Cette diversité de modes de participation reflète ce groupe que nous prétendons approcher comme des parties non représentées dans des ensembles homogènes ; il existe au contraire une diversité complexe dans ces secteurs.

Dans cette recherche de « construction de la citoyenneté », nous avons entamé des dialogues qui nous ont menés vers le budget participatif et l'inclusion de ces groupes (enfants, jeunes et adolescents) dans un espace qui, même s'il leur apportait des politiques *pour* eux, ne le faisait pas *avec* eux et *par* eux.

C'est ainsi que naît, avec le soutien du sous-secrétariat à la participation citoyenne, ce que nous appelons budget participatif jeune. Ce projet a été source de dissertation au Congrès international sur les politiques de voisinage 2015 (Asunción, Paraguay).

Le projet « Budget participatif pour enfants et jeunes » a été présenté dans le cadre de l'assemblée générale de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) 2015, à Madrid ; il a été voté comme « groupe de travail » au niveau international et a eu pour souscripteurs le représentant de la municipalité de Córdoba (Argentine), son auteur et l'un de ses coordinateurs actuels.

Le budget participatif jeune est un projet s'adressant initialement aux jeunes âgés entre 14 et 24 ans, qui vise leur incorporation aux affaires publiques de la ville, en les faisant participer à la discussion des priorités pour lesquelles une partie spécifique du budget municipal sera investie. Dans ces domaines, leur seront fournis des espaces qui permettront de les doter d'éléments pour apprendre à être des citoyens avec une forte marque de responsabilité mutuelle en termes de décisions des politiques publiques. De cette manière, ils pourront découvrir que les gouvernements locaux sont des organismes de base de l'organisation territoriale de l'État et des canaux immédiats de participation des habitants aux affaires publiques, qui institutionnalisent et gèrent avec autonomie les intérêts propres aux collectifs urbains correspondants, et dont le territoire, la population et l'organisation sont des éléments essentiels.



Le mécanisme du budget participatif jeune implique une forte composante de pédagogie urbaine, car il vise à incorporer les enfants et les jeunes à la politique depuis une sphère *micro*, depuis la vie quotidienne et depuis leur territoire.

Le budget participatif jeune vise à renforcer la participation des jeunes dans un espace formel de prise de décision, en augmentant l'accès aux opportunités pour les jeunes dans l'exercice de leurs droits citoyens. Les réussites de ce projet seront l'incorporation formelle au budget participatif, depuis une approche générationnelle (leur propre vision), la construction de citoyenneté chez les jeunes et l'exécution de travaux ou projets d'après les priorités apparues dans les différentes instances.

Au niveau des instituts municipaux comme le Conseil communautaire des droits de l'enfant et de l'adolescent et l'Assemblée de participation des riverains de chacun des CPC (centres de participation communal), de vastes propositions pour les jeunes sont présentées, malheureusement bien souvent sans les avoir consultées pour connaître leurs intérêts et leurs besoins.

Naissent alors des activités *pour* les jeunes et *pas avec* et *par* les jeunes, et ceux-ci sont vus comme des objets de politiques et non comme des sujets ayant des droits et des obligations.

On souhaite au contraire analyser la situation des enfants, des jeunes et des adolescents de la ville, sans la penser depuis une vision où l'adulte est au centre de toutes les décisions, mais en tenant compte de leurs demandes, de leurs besoins et de leur pensée. Ce faisant, on souhaite agrandir et générer ces nouveaux espaces de discussion, où les jeunes deviendront les protagonistes et les acteurs stratégiques de la construction de la ville, leur ville.

Ágora Infantil : un projet de démocratie participative municipale

Andrés Falck
Directeur du Consortium Local-Global

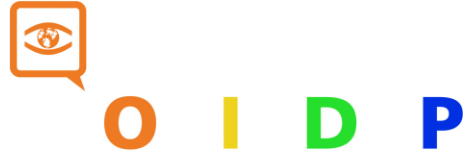
En 2016, une dizaine de communes de la communauté autonome d'Andalousie (Espagne) a entamé des processus expérimentaux de démocratie directe avec des enfants âgés de 10 à 14 ans. Il s'agit d'initiatives qui visent à impliquer les personnes les plus jeunes dans l'exercice de la décision sur des questions qui les concernent et qui les intéressent : programmations loisirs et culture, équipements à l'usage des enfants et des jeunes, campagnes de sensibilisation sur des questions environnementales, de vivre-ensemble, etc. Des villes comme Huelva et Marbella, de près de 150 000 habitants, et des communes rurales de moins de 3 000 habitants, ont participé à cette expérience innovante baptisée « Ágora Infantil ».

Ágora Infantil est un programme de démocratie participative municipale mené dans les classes du dernier cycle d'enseignement primaire (*quinto* et *sexto*, l'équivalent du CM2 et de la 6^e) et du premier cycle d'enseignement secondaire (*primero* et *segundo*, l'équivalent de la 5^e et la 4^e). Il a quatre grands objectifs : 1) construire un programme de participation destiné aux enfants, 2) donner du pouvoir aux plus jeunes au moyen de la construction collective d'une initiative concrète pour la commune, 3) stimuler les apprentissages à partir de l'expérience pratique concrète et 4) rapprocher l'administration municipale des enfants de la commune.

Conçu par l'association Consortium Local-Global (Coglobal), il est soutenu par des équipes de recherche de l'Université de Malaga (UMA) et l'Université de Huelva (UHU). C'est une proposition expérimentale qui permet la participation des plus jeunes à la construction, l'usage ou la gestion des ressources publiques, depuis leur propre regard et suivant leurs besoins. Le programme est configuré de telle sorte que les salles de classe sont des espaces de délibération et de décision où les enfants analysent leur territoire, identifient les besoins et débattent et construisent collectivement une proposition que le gouvernement local fera sienne. Il s'agit d'un programme mis en œuvre sur proposition du gouvernement local et avec la collaboration des établissements scolaires⁴, dans le but d'ouvrir un canal pour la participation des mineurs à la politique publique municipale, en leur permettant d'avoir une incidence sur un domaine de décision concret.

L'année scolaire 2014/15 fut la première année d'exécution d'Ágora Infantil, qui a commencé par douze groupes de sept communes andalouses : Archidona, Ardales, El Burgo, Casabermeja, Casares, Puente

⁴ Les politiques d'éducation et la gestion des établissements scolaires sont des compétences de la communauté autonome — pas des municipalités —, c'est pourquoi le lancement des initiatives d'Ágora Infantil exige des accords *ad hoc* entre les deux instances.



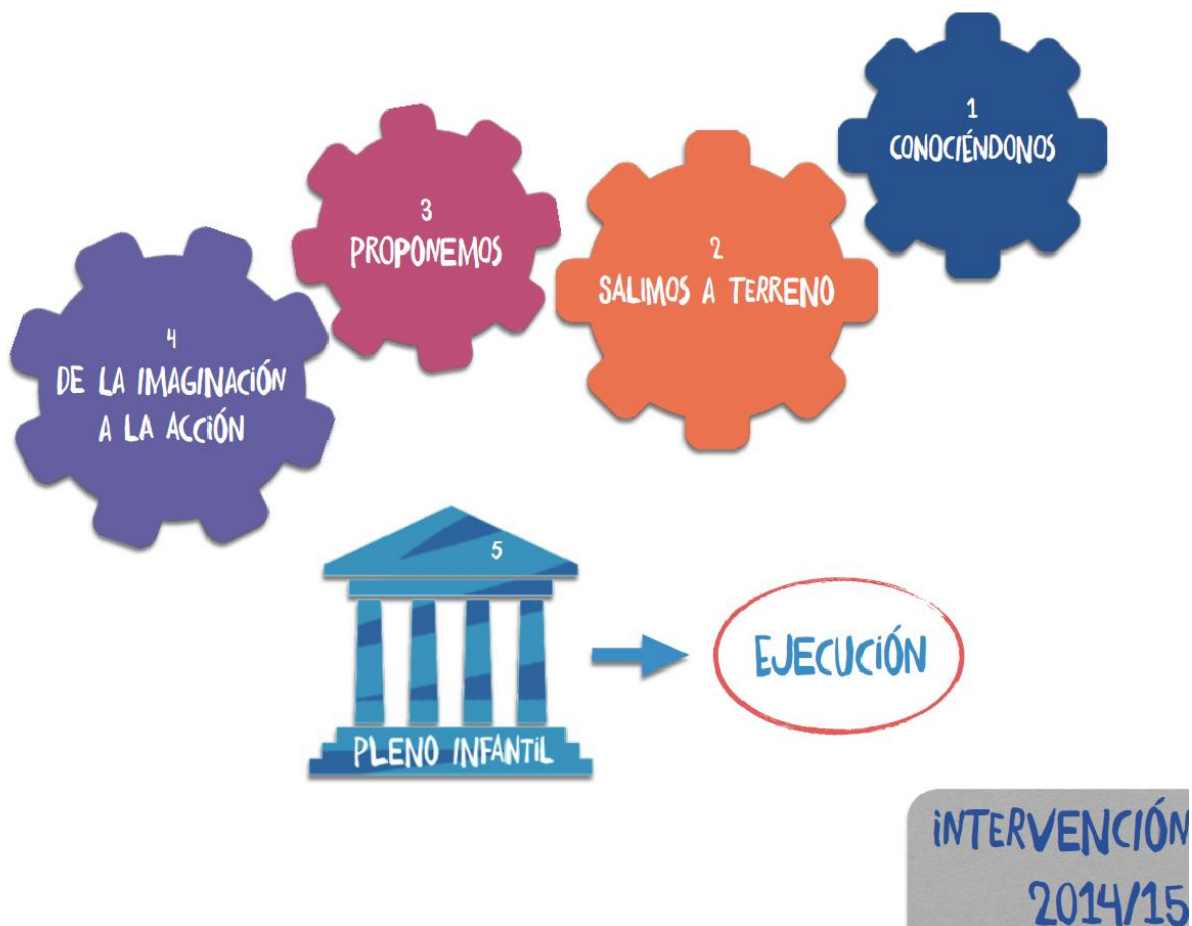
Genil et Trigueros. Pendant cette première année, l'intervention avec chaque groupe a été conçue en cinq séances de travail, basées sur des techniques participatives et dynamiques de jeu, qui se sont déroulées dans les écoles pendant la classe, entre les mois de janvier et mai 2015. Ont participé au programme un total de 224 élèves, 15 professeurs et 12 personnes liées aux institutions municipales (personnel technique ou élus). Le schéma d'intervention pour l'année 2014/15 figure sur le **diagramme 1** et comprend les séances suivantes :

1. « *Faisons connaissance* ». Le premier jour de travail avec les enfants sert à présenter le projet, le chronogramme et la manière de travailler. Une personne assiste en représentation du gouvernement local et informe de l'initiative et de sa portée. L'impératif de la faisabilité technique et financière des possibles propositions d'exécution est exposé. Les élèves sont chargés d'effectuer une petite recherche dans leur environnement familial et social sur la thématique sur laquelle ils vont travailler.
2. « *Allons sur le terrain* ». Les jeunes visitent le lieu où ils pourront développer la thématique (maison de la culture, s'il s'agit d'un agenda culturel, un parc à réaménager, etc.). Pendant cette séance, ils sont accompagnés de membres du personnel technique municipal, qui les introduisent à la thématique, à la manière dont elle est gérée et aux étapes de la conception et de l'exécution de l'activité qui sera décidée.
3. « *Proposons* ». Les enfants réalisent une pluie d'idées de propositions. Des groupes sont formés pour choisir les propositions qui les attirent le plus et pour les définir davantage. Les propositions sélectionnées par les différents groupes seront transférées au gouvernement local qui étudiera leur faisabilité.
4. « *De l'imagination à l'action* ». Une personne assiste en représentation du gouvernement local et informe de la faisabilité des propositions choisies pendant la séance précédente. C'est le moment de choisir les propositions qui seront finalement exécutées, parmi les propositions pré-sélectionnées et faisables. L'équipe dynamisatrice confie la défense de chaque proposition à un groupe différent de celui qui l'a conçue (défense croisée), ce qui facilite un exercice d'empathie entre les groupes. Enfin, les propositions sont sélectionnées et classées par ordre de priorité.
5. *L'assemblée des enfants*. L'équipe de gouvernement cède son espace aux enfants pour qu'ils mettent eux-mêmes en scène l'approbation de l'initiative proposée. L'équipe de gouvernement local assiste à l'acte et exprime son engagement de respecter les décisions prises. Cette assemblée revête un caractère ouvert et public et toute la communauté scolaire est invitée (professeurs, familles et entourage).

Il a été décidé d'intervenir dans la classe et sur les horaires de cours car il existe un intérêt particulier au niveau du programme à observer si sa mise en œuvre génère l'inclusion démocratique de secteurs de la population mineure peu enclins à la participation. La salle de classe sert d'échantillon aléatoire de population et travailler avec toute la classe revête une grande valeur pour l'observation et la validation de la méthodologie employée. L'inconvénient de cette option est que les interventions acquièrent un caractère pilote car elles n'impliquent pas tous les enfants du territoire, mais ce problème est abordé dans les nouvelles conceptions de l'intervention qui relient les processus participatifs dans les classes aux forums territoriaux d'enfants à caractère représentatif.

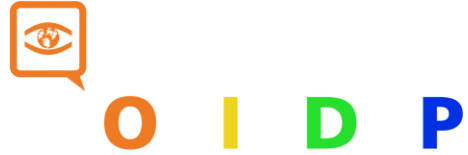
L'évaluation quantitative⁵ des douze premières expériences d'Agora Infantil pendant l'année 2014/15 montre de meilleures données chez les enfants participant sur des aspects comme (1) la perception de l'auto-efficacité, (2) la perception de se sentir écoutés et pris en compte, (3) la confiance affichée envers la mairie et (4) des niveaux de connaissance sur le territoire et la politique locale. Les améliorations se réfèrent aux données enregistrées dans le groupe participant avant et après l'intervention, ainsi qu'à la comparaison de ces données aux données enregistrées dans des groupes similaires n'ayant pas participé au processus. D'autre part, le niveau de satisfaction des enfants envers l'intervention est très élevé. L'entourage adulte du programme (professeurs et autorités locales) note aussi très bien les questionnaires de satisfaction.

Diagramme 1 :



- 1 FAISONS CONNAISSANCE
- 2 ALLONS SUR LE TERRAIN
- 3 PROPOSONS
- 4 DE L'IMAGINATION À L'ACTION
- 5 ASSEMBLÉE DES ENFANTS
- EXÉCUTION

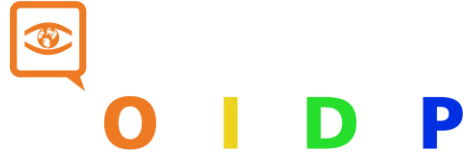
⁵ http://www.agorainfantil.com/wp-content/uploads/2015/11/InformeEvaluacion_AgoraInfantCuanti2015.pdf



INTERVENTION 2014/15

Les observations réalisées lors des séances de l'Ágora Infantil permettent d'en retirer de précieux apprentissages. Beaucoup ont à voir avec les réactions inégales face aux dynamiques entre garçons et filles, ou avec le rôle des leaders dans la classe, des éléments qui doivent être abordés de manière active par l'équipe de dynamisation afin de permettre l'émergence des apports et la créativité de tous les individus du groupe. Le travail en petits groupes, l'incorporation de propositions anonymes pour ne pas qu'elles soient liées aux personnes qui les proposent, donner la priorité au jeu comme forme de relation et à la joie comme émotion dominante dans le groupe, favoriser depuis l'équipe dynamisatrice la réflexion sur les stéréotypes et la valeur sociale de la participation... sont quelques-unes des améliorations importantes qui ont été incorporées à la conception de l'intervention à partir des observations dans la classe.

L'Ágora Infantil a réussi, dans une période brève de mise en œuvre, à générer des processus d'implication active et participative chez des enfants en âge scolaire andalous. Les élèves répondent positivement à l'intervention, augmentant ainsi leur pouvoir au niveau du domaine public local. Dans certaines communes, les enfants participant au programme commencent à collaborer avec les structures de participation juvénile déjà existantes sur la commune, apportant une continuité aux résultats visés par l'intervention. Il y a des raisons de croire qu'un développement continu du programme sur un territoire pourrait favoriser la formation d'une culture citoyenne renforcée, plus communautaire et participative. Coglobal espère pouvoir le vérifier ces prochaines années, c'est pourquoi la mise en œuvre d'Ágora Infantil et son évaluation se poursuivront.



Apprendre à compter

Documentation sur le Budget Participatif de la jeunesse en Europe

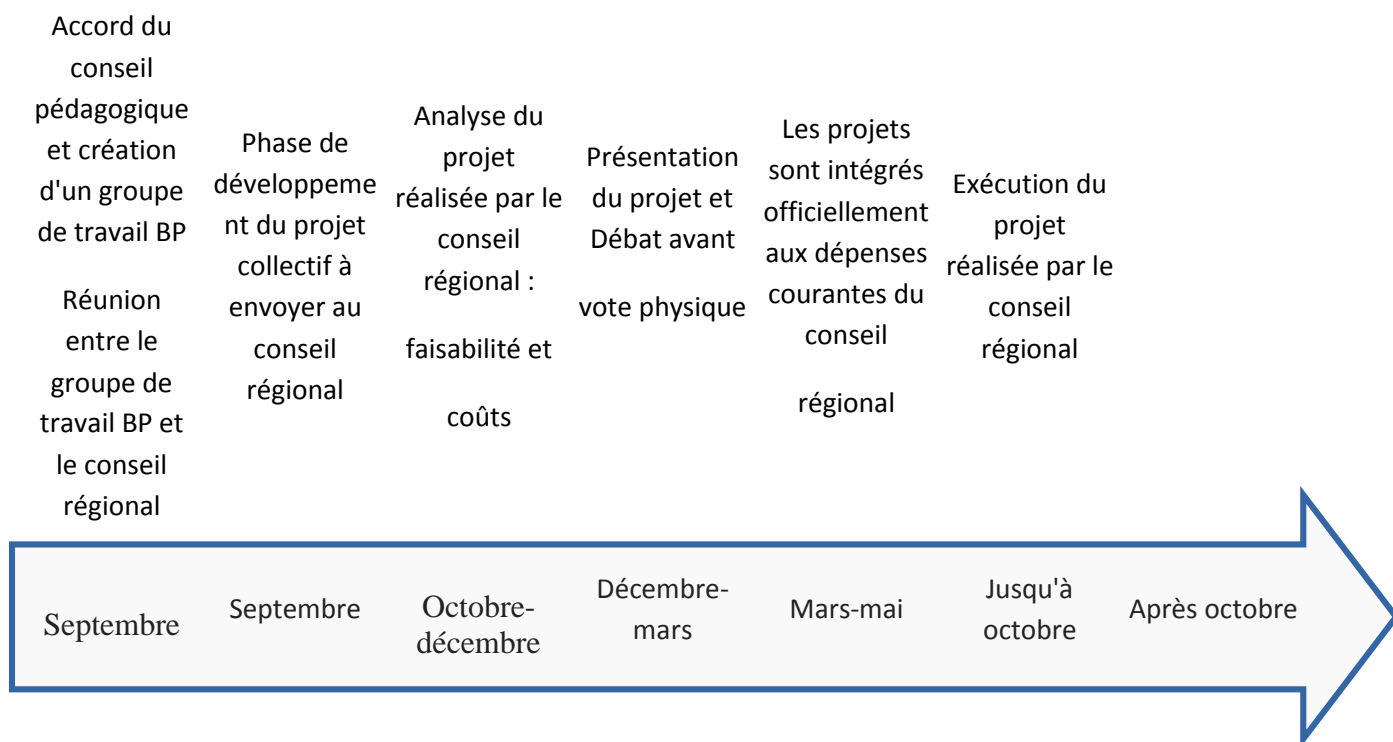
Gilles Pradeau

admin@learningtcount.eu

- Qu'est-ce que le budget participatif de la jeunesse ?

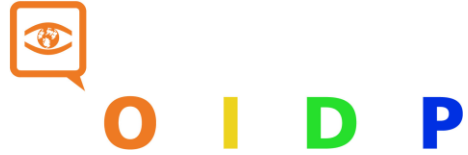
De nombreux cas de budgets participatifs de la jeunesse ont été mis en place en Europe ces dix dernières années. En fonction du niveau administratif auquel il est organisé, différentes options sont possibles.

Le BP peut concerner des lycées, comme en Poitou-Charentes (2005-2010) ou dans le Nord-Pas-de-Calais (2010-2015). Pendant un an, différentes réunions ont eu lieu dans chaque lycée afin de définir quelles propositions pourraient répondre aux besoins de la communauté. Puis le conseil régional, en charge des bâtiments, évalue les coûts de chaque proposition. Une réunion finale a lieu vers le mois de mai et toute la communauté débat des différents projets avant de voter. Les 3 projets ayant réuni le plus grand nombre de voix auront de fortes chances d'être mis en place l'année suivante, avec un budget de 100 000 euros maximum par lycée. Dans ce cas, les élèves, professeurs et autres professionnels travaillant au sein du lycée sont autorisés à prendre part aux délibérations et à la décision finale.



Ces expérimentations sont extrêmement importantes lorsqu'il est demandé à chaque lycée d'organiser un BP : en Poitou-Charentes, presque 20 000 élèves étaient concernés en 2010, pour un budget total décidé par la communauté scolaire d'environ 10 % du budget du conseil régional. En raison d'un désaccord politique dans le Nord-Pas-de-Calais, seulement 30 lycées ont mis en place un BP en 2014, soit environ 10 % des lycées existants.

Un autre type de BP cible les projets jeunes à l'échelle de la ville, l'administration responsable étant la municipalité. On retrouve de tels cas au Royaume-Uni et au Portugal, avec un budget disponible pouvant parfois être inférieur à 15 000 euros. En fonction des objectifs, le pot commun pourrait être utilisé pour un ou deux projets ou dans le cadre d'un cofinancement. Cette dernière possibilité est très commune au Royaume-Uni, comme à Brighton (20 000 £) et à Aberdeen (50 000 £). Les projets peuvent



s'adresser à la fois aux écoles et à une communauté extérieure comme à Trofa (25 000 euros) et Valongo (40 000 euros) au Portugal.

Il existe plusieurs manières de s'engager avec un public jeune. À Trofa par exemple, il y a toujours une présentation de chaque projet avant le vote. En 2014, le conseil municipal a même permis au public de poser des questions pendant les présentations. À Brighton, le processus n'inclut pas de débat, mais chaque projet possède son propre stand et les votants peuvent parler avec un chef de projet s'ils le souhaitent.

- Points forts (réussites, avis positifs)

Les principaux succès arrivent lorsque le BP est renouvelé. C'est ainsi que les élèves se rendent compte qu'ils ont leur mot à dire et que, si leur projet n'est pas prioritaire, ils peuvent le représenter l'année suivante.

Pour la première fois, le pouvoir peut se déplacer vers la jeunesse, comme l'explique une jeune Française : « *Tout le monde pouvait voter dans l'école, mais pour la première fois, les élèves constituaient le groupe majoritaire* ».

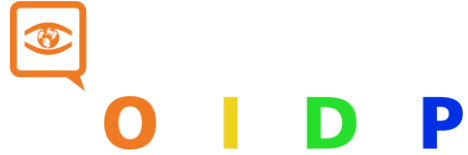
Dans le cadre du BP, la démocratie directe est appliquée de façon à impliquer plus de personnes que les simples délégués, comme dans la plupart des cas de démocratie à l'école. Chaque élève peut voter directement pour des projets, ce qui est également une évolution. Les décisions concernant les projets à réaliser sont prises directement, en principe sans même l'aval du directeur de l'école. Les adolescents apprennent à débattre et peuvent décider quelles sont les priorités du lieu où ils passent 30 heures par semaine.

Cesar Muñoz apporte différents points de vue concernant l'impact des BP sur la jeunesse :

« L'opportunité de s'améliorer

Une façon d'apprendre à voter et donner des voix

Une façon d'apprendre à respecter tout le monde



Une façon d'apprendre à parler en public
Une façon de découvrir de nouveaux lieux »

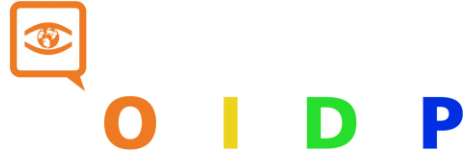
En effet, les jeunes doivent apprendre à gérer leur trac lorsqu'ils parlent en face de 200 enfants prêts à se moquer d'eux. C'est pourquoi la municipalité de Trofa utilise de courtes vidéos afin d'aider les jeunes à présenter leur projet pendant le débat. Ces vidéos sont également utilisées pour promouvoir les projets sur les réseaux sociaux.

Avec *Apprendre à compter*, un projet documentaire traitant des BP de la jeunesse, 3 différents groupes de jeunes en Angleterre, en France et au Portugal ont participé à un séminaire européen au cours duquel ils ont discuté des bonnes pratiques des budgets participatifs après avoir comparé leurs expériences. Ils se sont finalement mis d'accord sur les points suivants :

- Les BP devraient cibler à la fois l'école et l'ensemble de la communauté
- Les chefs de projet devraient être capables d'évaluer et de négocier les coûts de leur propre projet
- Les chefs de projet devraient avoir la possibilité d'obtenir de l'aide afin d'élaborer et de promouvoir leur projet de BP
- Les projets de BP devraient être promus à l'aide de vidéos et de présentations publiques
- Les BP devraient encourager les délibérations avec un débat contradictoire pour chaque projet
- Les urnes ne devraient jamais être transparentes afin d'éviter de se faire influencer par les premières estimations de vote.
- Les systèmes de vote par classement sont de bonnes méthodes de vote pour les BP car cela incite les participants à prendre en compte différents projets lors du vote
- Le vote en ligne devrait sécuriser les délibérations des différents projets
- Les adolescents devraient débattre des règles lorsque le BP vise les jeunes

Dans certaines villes, les résultats des BP peuvent être relativisés en fonction de la méthodologie appliquée. Les jeunes peuvent parfois mieux connaître la façon dont une école ou une ville est gérée. Le BP ressemble fortement à d'autres expériences telles que le Jeune Maire, le Conseil de la jeunesse, etc. Cela pourrait donc être une façon d'explorer de nouvelles façons de moderniser les anciens programmes d'éducation civique grâce à la démocratie directe des BP, en faisant participer plus de personnes que les quelques élus du conseil de la jeunesse.

Les BP peuvent améliorer l'implication des élèves, au-delà de celle des délégués, comme l'explique un professeur du Nord-Pas-de-Calais : « Au départ, les adolescents ne voient pas l'impact que les BP pourraient avoir. Lorsque nous expliquons le mode de fonctionnement des BP, nous leur disons qu'ils devront travailler, puis des projets pourraient être mis en place dans un délai de 2 ans. Certains de mes



élèves me répondent : "dans 2 ans, j'aurai quitté le lycée, ça n'a pas d'intérêt pour moi." Les mobiliser sur une telle période s'avère très difficile, mais peut-être que le manque de mobilisation étudiante est l'un de nos problèmes dans ce lycée ».

Ce défi est encore plus grand lorsque le BP est mis en place dans un lycée professionnel : «Je pense que c'est l'endroit le plus compliqué : ils n'ont pas l'habitude qu'on attende d'eux qu'ils s'expriment », souligne le professeur, « mais maintenant, certains d'entre eux ont appris à faire des discours en public, ce qui est important. Ils veulent dynamiser les projets collectifs ». Ils apprennent à travailler avec d'autres, tout en ayant tendance à mieux connaître les différents groupes de projet se trouvant en compétition pour une subvention communautaire. Ils peuvent découvrir ce qu'il se passe dans leur ville d'une façon très interactive, permettant ainsi de créer de nouveaux rapports sociaux entre participants.

- Problèmes rencontrés (points faibles...)

Grâce aux BP, les services publics sont parfois plus réactifs aux désirs des élèves et les salles répondent mieux à leurs besoins. Cela dépend vraiment de la façon dont les travaux sont effectués et si les adolescents sont toujours impliqués au moment de la définition dans le détail des travaux. Parfois, les fonctionnaires ne sont pas enclins à changer leurs méthodes de travail et une fois les votes clôturés, la routine fait son retour et les décisions sont appliquées systématiquement par des personnes qui n'attachent pas la même importance que celle des chefs de projet.

Le niveau de satisfaction ne peut pas être mesuré uniquement par la qualité du processus de décision. Il doit tenir compte de la qualité de la mise en œuvre ; il y a parfois des retards et les personnes sont déjà parties.

Pour les BP scolaires, l'attachement du directeur de l'école au processus démocratique est essentiel. Parfois, ces derniers ne respectent pas totalement les règles et détournent certaines utilisations du BP, comme l'a remarqué Alice Mazeaud dans sa thèse de doctorat sur le Poitou-Charentes. C'est aussi pour cette raison que le conseil régional a embauché pour chaque lycée un responsable de la jeunesse en charge d'encourager l'implication dans chaque établissement.



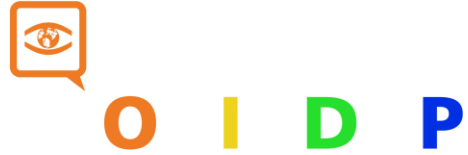
Dans le Nord-Pas-de-Calais, le conseil régional ne possède personne pour travailler au quotidien avec les élèves. Chaque année, la confiance est renouvelée aux lycées qui jouent le jeu. Il ne faut jamais penser que la confiance est acquise, le directeur de l'école peut utiliser de nombreuses astuces pour arranger les résultats. L'astuce la plus évidente est d'organiser une participation symbolique. Julien O'Miel et Aymeric Mongy ont comparé deux lycées aux résultats contrastés :

	Nombre d'élèves	Nombre d'élèves impliqués dans le BP	Nombre de participants au BP	Part d'élèves impliqués par rapport au total d'élèves	Part d'élèves impliqués par rapport au total de participants (en %)
École A	260	178,5	211	68,65 %	84,60 %
École B	1378	48	72	3,48 %	66,70 %

Chiffres de Julien O'Miel, Aymeric Mongy (2014)

Avec une minorité d'élèves impliqués, il est plus facile pour les directeurs d'école de contrôler la façon de mener les débats et d'avoir une influence sur les résultats finaux, comme dans le cas de l'école B. C'est pourquoi après quelques années, le conseil régional a décidé que les travaux ne pouvaient pas être mis en place si le nombre d'élèves impliqués dans le BP est inférieur à 10 %. Il existe une autre manière très simple d'influencer les résultats avant l'analyse : avant d'envoyer les propositions au conseil régional, certains directeurs filtrent les propositions et oublient d'envoyer celles qu'ils ne veulent pas voir appliquées.

Dans certains lycées, les adolescents n'étaient pas au courant du jour de l'organisation du vote, ils n'étaient donc pas en mesure de préparer de présentation ou de campagne pour leur projet, et de mobiliser d'autres élèves pour venir à la séance de vote. En fonction du directeur du lycée, les élèves ne sont pas toujours autorisés à assister à la séance préalable au vote s'ils ont cours pendant le débat.



- Pourquoi l'apprentissage de la démocratie par la pratique est essentiel

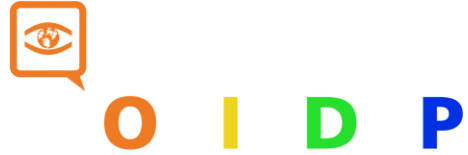
Dans le domaine de la compétence sociale et civique, les BP peuvent accompagner une démarche stratégique liée aux huit compétences pour un apprentissage tout au long de la vie utilisé dans l'Union européenne. Que le BP soit mis en place dans une école ou au niveau municipal, les adolescents peuvent apprendre à devenir de meilleurs citoyens. Grâce au travail réalisé par les professeurs ou les responsables de la jeunesse, les BP peuvent véritablement aider les adolescents à élargir leur champ de vision en écoutant ce que les autres ont à dire concernant leurs besoins : le but est de devenir moins individualiste en se confrontant à d'autres points de vue et besoins. Comme Paulo Freire l'a écrit : « Je ne peux pas penser pour d'autres ou sans d'autres personnes, et les autres ne peuvent pas non plus penser à ma place. Même si certaines personnes pensent de manière superstitieuse ou naïve, c'est uniquement en repensant leurs hypothèses dans la pratique qu'ils peuvent changer. Produire et agir selon leur propres idées, et non pas consommer celles des autres ».

Il est facile de s'impliquer dans un BP en raison d'intérêts personnels. Mais avec de fortes méthodologies en faveur des délibérations et de l'engagement de la jeunesse, les participants peuvent avoir de nouvelles raisons de rester actifs au sein du BP, comme la responsabilité civique ou l'attention aux autres. Les délibérations donnent aussi l'opportunité aux chefs de projet de changer d'avis après le débat : dans le film documentaire *Apprendre à compter*, une jeune participante explique pourquoi elle pourrait ne pas voter pour son projet.

Le BP peut aussi constituer une opportunité de lancer une discussion sur les besoins et comment certains besoins peuvent être prioritaires. Soulever des questions de justice sociale est important et dans de nombreux BP, les adolescents ont donné leur voix à des projets dont ils ne bénéficiaient pas directement. En Poitou-Charentes, cette discussion a même débouché sur un grand événement au cours duquel les élèves ont décidé que les lycées les plus pauvres devraient recevoir plus d'argent pour prendre des décisions à l'aide du BP.

- Perspectives

Nous avons besoin de mieux évaluer l'impact des BP : que cela apporte-t-il à l'apprentissage des élèves à long terme ? Comment cela aide-t-il les adolescents à s'appropriier les lieux dans lesquels ils vivent ? Les



BP pourraient-ils donner plus de sens à la Convention internationale des droits de l'enfant en affirmant que les enfants devraient avoir leur mot à dire sur les décisions qui les concernent ? Alice Mazeaud a également souligné comment les BP en Poitou-Charentes ont débouché sur de nouvelles politiques suite à des discussions sur différents besoins, comme la culture ou l'alimentation.

Pourquoi la France n'a pas étendu les BP ? Alors que 5 régions ont appliqué d'une manière ou d'une autre des BP dans les lycées, 10 ans après la première expérience lancée par Ségolène Royal en Poitou-Charentes, le bilan est clair : aucune d'entre elles ne les a mis en œuvre à cause des élections de décembre 2015. Le BP fait ressortir de manière évidente comment l'éducation est composée de relations de pouvoir complexes, ce qui peut être l'une des raisons pour lesquelles les partis politiques de droite s'empressent de les arrêter.

Références :

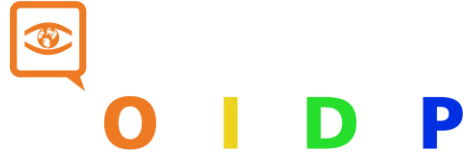
Cesar Muñoz dans Nelson Dias (2014) *Hope for Democracy: 25 Years of Participatory Budgeting Worldwide*, accessible online :

http://www.buergerhaushalt.org/sites/default/files/downloads/Studie_Hope_for_democracy_-_25_years_of_participatory_budgeting_worldwide.pdf

Julien O'Miel, Aymeric Mongy (2014) « Réformer par l'expérimentation : la réception du budget participatif des lycées en Région Nord-Pas-de-Calais », *Participations* (N° 9).

Alice Mazeaud (2010) *La fabrique de l'alternance. La démocratie participative dans la recomposition du territoire régional (Poitou-Charentes 2004-2010)*, Faculté de droit et de science politique de l'université de La Rochelle, thèse de doctorat.

Paulo Freire, P. (1993). *Pedagogy of the Oppressed*. New York, Continuum.



Note : Défis et Opportunités de la participation des enfants et des jeunes

Michelangelo Secchi - Coordinateur scientifique @ H2020 EMPATIA Project

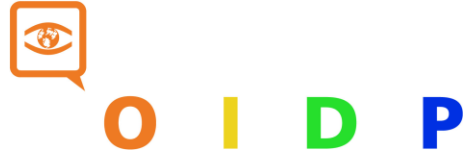
CES (Centre d'études sociales) - Université de Coimbra

Cette note brève fournit certaines données permettant d'établir une discussion sur les innovations démocratiques et stratégies participatives ciblées afin d'impliquer les enfants et les jeunes (PEJ) dans les processus de prise de décisions concernant l'endroit et le contexte dans lesquels ils vivent, en se concentrant particulièrement sur la pratique du budget participatif pour les enfants et les jeunes (BPEJ)

Comme nous le savons, au cours des trois dernières décennies, de nombreuses innovations démocratiques locales sont apparues dans le monde afin d'intégrer dans le débat public des segments de la population généralement marginalisés dans les mécanismes traditionnels de démocratie représentative. Nous nous référons ici aux processus de délibération dans lesquels les administrations locales font appel à des citoyens non élus pour participer aux processus de prise de décision sur un grand nombre de sujets : par exemple la planification participative, le budget participatif (BP), l'Agenda 21, etc. Parmi cette variété d'innovations démocratiques et d'expérimentations sociales, une place spéciale a été réservée à l'engagement actif des enfants et de la jeunesse par le biais des stratégies spécifiques.

C'est par exemple le cas du BPEJ, un processus participatif visant à impliquer des groupes d'enfants et de jeunes dans les décisions concernant l'allocation d'un « pot commun » faisant partie du budget d'une administration locale (généralement une municipalité) ou dans d'autres cas à une échelle inférieure, dans une institution éducative telle qu'une école ou un centre de jeunesse. Malgré un nombre d'exceptions significatives, le BPEJ est une pratique qui repose sur la structure d'un BP standard, où un certain nombre de propositions sont recueillies, développées collectivement en projets et finalement votées / choisies afin d'établir une priorité de financement. Sous cette large définition, de nombreux modèles ont été testés : cette variété dépend de variables contextuelles clés telles que l'échelle de mise en œuvre, l'implication politique de l'organisme, la pertinence des ressources engagées, la continuité du processus dans le temps, le nombre de participants et les tranches d'âge prises en compte, etc.

Indépendamment du modèle adopté, un certain nombre de points communs a été observé dans les écrits sur les BPEJ.



Légitimité

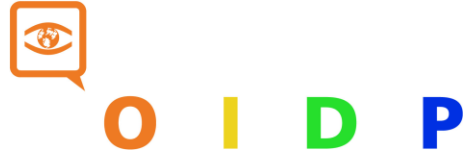
De manière générale, il est possible de faire la distinction entre les stratégies participatives centrées sur les enfants et les jeunes comme objet du processus et les stratégies où la qualité de vie des enfants et des jeunes fait l'objet d'une politique discutée dans un cadre participatif qui peut être élargi à d'autres acteurs, comme les parents ou les tuteurs. Cette dualité se reflète dans les mécanismes de légitimité de la PEJ. D'une part, la participation des enfants et des jeunes a été généralement catégorisée comme une sous-partie des processus généraux de participation destinée à impliquer une frange spécifique de la population (enfants et jeunes) répondant à un sous-ensemble spécifique de droits. Dans cette perspective, l'accent est souvent mis sur les « règles du jeu » (la condition des échanges de la sphère publique participative) établies en se fondant sur les caractéristiques de ce public « particulier ». D'autre part, nos sociétés considèrent souvent les enfants comme de jeunes adultes. Par conséquent, le droit de participer et d'être écouté est accordé aux enfants dans une société qui est culturellement et historiquement construite en prenant les adultes comme référence, et qui conçoit également l'enfance comme un « état en devenir », en mettant l'accent sur la fonction pédagogique de la participation.

Une sphère participative concernée

Même s'il existe des exceptions, le BPEJ est mené généralement dans un espace participatif spécifique se différenciant d'autres espaces participatifs impliquant d'autres groupes sociaux (adultes) ou dans lesquels les thèmes généraux sont discutés. Dans de nombreux cas, les jeunes et enfants sont impliqués dans des processus participatifs visant à discuter et influencer les choix qui concernent directement leur quotidien. En pratique, la contradiction sujet / objet est résolue par une compartimentation cohérente de la PEJ : les enfants et les jeunes participent à la définition des politiques et choix qui concernent leur condition de jeune et d'enfant, comme la gestion des espaces publics dans une école ou la gestion des équipements des parcs publics dans une ville. Il est rare que les enfants et les jeunes soient impliqués dans des processus de prise de décisions où on leur demande de décrire et développer un point de vue sur des questions plus complexes concernant le quotidien dans un environnement « adulte ».

Il existe de bons arguments en faveur et en défaveur de ce choix. Du côté des pour : l'identification d'un sous-domaine spécifique des droits des EJ pour lesquels il faut lutter et une définition simplifiée de la sphère participative non exclusive reposant sur l'identité des participants. Du côté des contre : la reproduction de cadres d'engagement figés et le manque de brassage entre les EJ et les adultes (en général ou groupes sociaux spécifiques) met en perspective les risques de réduire la capacité transformationnelle de la PEJ en termes de résultats internes (capacité épistémique des participants) et externes (la décision prise au travers du processus de délibération).

Cette limitation des éventuels impacts se reflète dans la marginalité des résultats de la PEJ par rapport aux décisions importantes qui touchent véritablement la vie des participants. Il s'agit d'un argument généralement avancé contre le BP en général : la qualité et l'intensité de la participation ne sont pas



indépendants des résultats effectifs qui sont produits. Les participants devraient percevoir les nouveaux espaces participatifs comme étant véritablement capables d'influencer leur quotidien et la production de l'espace dans lequel ils vivent. Dans le BP « adulte », un simple indicateur de la qualité d'un processus participatif (et en particulier d'un BP) est l'existence de règles et mécanismes qui assurent l'exécution des décisions prises dans un cadre participatif. Dans le cas d'un BP, cela se traduit généralement par l'existence d'un « pot commun » que l'administration locale consacre aux dépenses décidées par les habitants. Les BPEJ devraient aussi fournir des mécanismes d'exécution similaires afin d'explicitier et d'augmenter la visibilité de leur efficacité.

Objectifs pédagogiques

Documentation sur les objectifs pédagogiques généralement mis en avant de la PEJ : les jeunes citoyens sont engagés dans un processus où ils peuvent apprendre quel est le fonctionnement réel d'un système de budget public ou, plus généralement, ils peuvent apprendre par la pratique la complexité des délibérations collectives, l'importance d'écouter les autres et d'exprimer et d'argumenter leur point de vue. Ajoutons deux remarques sur ce point. Premièrement, la soumission des objectifs pédagogiques à une participation publique est un élément généralement souligné, même lorsque les participants sont adultes. C'est l'occasion de rappeler, entre autres, l'influence de la pédagogie critique de Freire dans la multiplication des expérimentations participatives au Brésil. Dans cette perspective, le développement de la pensée critique des participants est intrinsèquement lié à leur autodéfinition en tant qu'agent actif de transformation d'un contexte déterminé. D'autres approches encadrent la dimension éducative de la participation en se servant d'un cadre plus passif et traditionnel de transfert de connaissances, en adoptant une perspective « paternaliste » qui ne reconnaît pas que les enfants et les jeunes peuvent déjà être capables de pensées critiques concernant la société et l'espace dans lequel ils vivent.

Quoi qu'il en soit, l'idée de la PEJ comme école de la citoyenneté est généralement l'un des principaux objectifs explicites. Les écrits sur ce sujet avertissent qu'un tel parti pris risque de dissimuler d'autres objectifs qu'il est possible d'attribuer à la PEJ en tant qu'agents de changement réel à l'échelle de la société. Incrire le BPEJ dans le cadre d'une expérience pédagogique crée implicitement une corrélation avec un contexte spécifique : l'environnement éducatif, dont les règles et mécanismes sont bien connus et reconnus par les participants, ainsi que par d'autres acteurs tiers (cela est renforcé par le fait que, dans de nombreux cas, la PEJ est réalisée physiquement dans les mêmes espaces, à l'école et dans les centres de jeunesse). Cette corrélation crée des contraintes discursives invisibles qui limitent et régulent la sphère participative de la PEJ, en reproduisant des règles et modèles comportementaux préexistants dans l'environnement pédagogique.

Numérisation

Ces dernières années, la large diffusion des appareils et outils des TIC a fortement influencé la conception et la gestion des innovations démocratiques en général et les BP en particulier, avec la prolifération des plateformes collaboratives et d'autres moyens d'interaction à distance entre les citoyens et les administrations locales (et naturellement entre les citoyens entre eux !). Certains des principaux défis et opportunités observés dans les processus « adultes » possèdent une influence importante sur la PEJ :

- Inclusion / Exclusion de nouveaux publics : La flexibilité des TIC, au contraire de l'espace rigide et de la contrainte temporelle de la participation physique, peut favoriser l'inclusion de nouveaux groupes et en particulier des adolescents. En même temps, des barrières liées aux compétences existent également au sein de la population EJ, avec le problème supplémentaire qu'une différence d'âge minimale peut se traduire par des différences significatives en termes de compétences TIC.
- Processus multiples dans de multiples canaux : La possibilité de gérer en parallèle une pluralité de processus participatifs en réseau ouvre la possibilité d'interconnecter les canaux dédiés aux EJ avec d'autres stratégies participatives ouvertes à d'autres publics. Lorsqu'elles ne sont pas gérées comme il le faut, la participation en ligne et la participation physique suivent deux voies parallèles, créant des conflits plutôt que de la collaboration.
- Vote contre délibérations : La disponibilité des solutions TIC pour recueillir des votes et préférences ont favorisé l'étape de vote des BP aux dépens de la partie de délibérations du processus (développement, négociation par la discussion entre les différentes alternatives), ce qui affecte la dimension éducative, qui repose sur l'expérimentation directe des pratiques de délibérations.
- Ludification : Les BP numérisés sont de plus en plus ludifiés, avec l'adoption de techniques et solutions tirées de l'industrie des jeux vidéo (par ex. interfaces, prolifération de jeux reposant sur l'attribution de points afin de récompenser les comportements recherchés). Les écrits sur le sujet font ressortir comment les « jeux sérieux » peuvent être utilisés à des fins éducatives, à partir du moment où les participants sont capables de réfléchir sur l'expérience du jeu en la distinguant de la vie réelle. À l'opposé, lorsqu'un espace approprié de réflexion collective fait défaut, adapter le cadre du jeu dans les processus participatifs risque de reproduire des mécanismes épistémiques et des modèles comportementaux consolidés dans un environnement extérieur (l'industrie du jeu vidéo, compétitive et non-neutre).